

## Recherches sociographiques



Yvan COMEAU, Louis FAVREAU, Benoît LÉVESQUE et Marguerite MENDELL, *Emploi, économie sociale, développement local. Les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2001, 302 p. (Pratiques et politiques sociales.)

Marc-Urbain Proulx

Volume 43, Number 2, mai-août 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/000557ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/000557ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Proulx, M.-U. (2002). Review of [Yvan COMEAU, Louis FAVREAU, Benoît LÉVESQUE et Marguerite MENDELL, *Emploi, économie sociale, développement local. Les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2001, 302 p. (Pratiques et politiques sociales.)]. *Recherches sociographiques*, 43(2), 429–431. <https://doi.org/10.7202/000557ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

d'une œuvre. En outre, ils sont pressés de toutes parts, coincés dans la machine comme jamais leurs prédécesseurs ne l'ont été ; comme on a exigé d'eux très souvent, au moment de l'embauche, sinon un postdoctorat, du moins des publications, ils doivent continuer à produire toujours plus, toujours plus vite. C'est pourquoi ils ne contesteront rien dans l'université telle qu'elle est ; même plus, on peut raisonnablement penser qu'ils vont consolider le tournant pris par les universités, qu'ils vont confirmer que, compressions budgétaires ou pas, l'université a changé de nature. C'est ce qui fait conclure à Pierre Hébert que « des moyens accrus ne [feront] qu'ajouter des pièces sur les nouvelles fondations que nous nous sommes données depuis quelques années » (p. 37).

Pierre Hébert (comme d'autres avant lui, par exemple Georges LEROUX : « Entre substance et fonction. Les enjeux du concept de l'université aujourd'hui », *Arguments*, 3, 2, printemps-été 2001, p. 39-47) oppose à l'université telle qu'elle est non pas l'idéal de l'université humaniste mais plutôt « une université à deux faces, l'une appuyée sur la réalité, mais l'autre critique, à distance du réel » (p. 59). C'est, quand on y pense, à la fois très peu (on demande seulement que soit ménagé un certain espace pour le travail intellectuel et pour l'humanisme) et probablement beaucoup trop (la nouvelle université guerrière ne tolère guère ce qui n'est pas « performant »). Cette posture a du moins le mérite de mettre à nu l'impasse dans laquelle l'université se trouve, l'incapacité, pour l'instant du moins, de voir au-delà de ce qu'elle est devenue.

Gilles LABELLE

*Département de science politique,  
Université d'Ottawa.*

---

Yvan COMEAU, Louis FAVREAU, Benoît LÉVESQUE et Marguerite MENDELL, *Emploi, économie sociale, développement local. Les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2001, 302 p. (Pratiques et politiques sociales.)

En collaboration avec quatre autres auteurs, soit Richard BENOÎT, Denis MARTEL, Renaud PAQUET et Carol SAUCIER, les quatre analystes principaux ont signé un ouvrage très important qui marquera le débat sur la question traitée. Ce livre s'avère très pertinent autant au niveau social et scientifique que pédagogique.

D'abord au niveau social, il apporte une substantielle contribution à la compréhension de la politique publique québécoise qui, au cours de la dernière décennie, a largement combattu le chômage par des mesures dites actives d'insertion à l'emploi. Aux mesures plutôt passives telles que les allocations de chômage, les services de recherche d'emploi et la formation professionnelle, le Québec a préféré, à l'instar de plusieurs États, une approche plus sociale et encore plus microsociale, concernée davantage par la mobilisation des ressources humaines sur des projets concrets, c'est-à-dire sur du travail réel dont l'utilité n'est pas toujours strictement économique. Le développement local et l'économie sociale furent à cet effet deux grands champs d'expérimentations qui ont entraîné une importante

création d'institutions et d'organisations à la frontière même d'un secteur public essoufflé par la crise des finances publiques. Ceci représente, selon les auteurs, une nouvelle dimension dans le modèle québécois de développement désormais très largement reconnu pour sa spécificité. Leur analyse de cette dimension nouvelle situe clairement sa dynamique institutionnelle, fait le point sur la situation actuelle avec une foule de détails et soulève des questions fort pertinentes pour nos dirigeants et l'ensemble des acteurs sociaux. Selon les auteurs, il s'agit d'un véritable tournant au Québec.

Au niveau scientifique, la thèse défendue est rigoureusement démontrée. Traitée par deux auteurs en deux chapitres distincts mais complémentaires, la situation actuelle de la politique de l'emploi au Québec est exposée avec grand art, notamment la description et l'analyse de cette nouvelle dimension du modèle québécois. Le chapitre conclusif est aussi excellent, avec sa mise en perspective plus large. Le tout est très bien ficelé et convaincant. Le lecteur saisit fort bien le mouvement socio-institutionnel ainsi isolé et modélisé. On présente cet ensemble d'initiatives, d'organisations et d'institutions telles de véritables filières en voie de structuration.

Puisque le concept de filière est déjà bien connu en analyse industrielle et en analyse régionale, notamment dans le contexte québécois pour les secteurs et sous-secteurs industriels, nul doute que l'apport de l'ouvrage à l'analyse de l'économie sociale et du développement local soit des plus intéressants. Cette utilisation, certes proposée avec doigté s'avère néanmoins audacieuse. Elle ne sera sûrement pas adoptée, il nous semble, sans avoir à convaincre ses détracteurs, non seulement en économie sociale, où les organisations et les institutions sont communes à plusieurs filières de production, mais aussi et surtout dans le champ du développement local généralement abordé dans les écrits par une analyse territoriale plutôt que sectorielle. Puisque plusieurs points traités par les auteurs enrichissent non seulement le concept de filière mais aussi l'analyse territoriale du développement, nul doute que le débat scientifique suggéré implicitement dans cet ouvrage devienne stimulant.

Du côté pédagogique, l'apport de cet ouvrage est fort pertinent. D'une part, l'originalité et la qualité de l'approche offrent certes un complément des plus intéressants à l'analyse classique de la politique de l'emploi, notamment par la description en grand détail de l'appareil politico-administratif qui la supporte. Aussi, l'inventaire exhaustif des organisations de micro-finance est doublement pertinent puisque le traitement effectué s'avère de très grande qualité pédagogique. En outre, de nombreux cas d'entreprises d'insertion par le travail sont discutés pour illustrer les propos avancés. Nos étudiants apprécieront. Le lecteur pourra aussi bénéficier d'un excellent chapitre sur les quartiers en crise.

Nul doute que cet ouvrage arrive à point au Québec en provoquant la réflexion sur l'évolution récente d'une dimension offerte au modèle québécois de développement, modèle qui nécessite, certes, un renouvellement. On regrette à cet effet l'absence d'un chapitre empirique sur l'apport de la nouvelle économie sociale sous l'angle de l'emploi, en quantité et en qualité, mais aussi sous celui de la production réelle de services sous diverses formes. Cela viendra sûrement plus tard au fil de la recherche effectuée par cette équipe, et il sera probablement accompagné

d'un autre chapitre sur les retombées du développement local, notamment sous l'angle des initiatives innovatrices. Car si le vaste champ en institutionnalisation de l'économie sociale et du développement local offre un intérêt politique et social évident, sa contribution effective comme nouvelle dimension du modèle québécois de développement devra être mesurée, puisque mesurable, avant de convaincre totalement de sa pertinence en matière de restructuration socioéconomique au Québec. Aussi puisque nous y sommes, une analyse systématique de la critique souvent même sévère de cette nouvelle tendance ou dimension au Québec serait souhaitable. Car plusieurs questions demeurent ouvertes et méritent d'être débattues. En réalité, l'ouvrage s'attaque sobrement à un gros chantier qui dépasse largement le produit actuel qui en représente néanmoins un jalon de base. À suivre.

Terminons en soulignant que si plusieurs auteurs en appellent à un renouvellement du modèle québécois, la plupart butent contre les faits. La société québécoise n'est peut-être pas refroidie comme certains le prédisaient jadis, mais elle semble se renouveler insuffisamment. Bref, il y a actuellement plus de voies dessinées que de voies empruntées. En regard de ces difficultés, les auteurs de ce livre ont réussi à proposer de nouvelles avenues et de nouvelles « filières » fort crédibles.

Marc-Urbain PROULX

*Département des sciences économiques administratives,  
Université du Québec à Chicoutimi.*

---

Raymond LEMIEUX et Jean-Paul MONTMINY, *Le catholicisme québécois*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 2000, 141 p. (Diagnostic, 28.)

L'ouvrage de Lemieux et Montminy, tous deux sociologues à l'Université Laval, appartient à la catégorie des essais. Tout en s'appuyant sur bon nombre de travaux empiriques, surtout en histoire et sociologie, les auteurs présentent, en ce court volume, une analyse des transformations qu'a connues le catholicisme québécois en tant que « fait social », en même temps qu'ils indiquent les défis qui se posent maintenant à lui.

Conjoncturellement, cette « évaluation » du catholicisme se justifiait par les 35 années qui se sont écoulées depuis le concile Vatican II et la Révolution tranquille. Les auteurs postulent que la « religion des Québécois [...] possède toujours une importance réelle, quoique paradoxale il est vrai, dans leur culture » (p. 8). Prenant appui sur l'histoire, leur « diagnostic » se déploie en trois chapitres intitulés : 1) « Le catholicisme québécois : une histoire ambiguë », 2) « Le catholicisme comme culture primordiale des Québécois » ; 3) « Des défis, d'aujourd'hui à demain ».

Le premier chapitre présente cette « histoire ambiguë » dans une perspective « politique » en ce qu'elle porte avant tout sur la place de la religion dans la « dynamique sociale » vécue après la Conquête. On y retrace « le rôle du catho-